



COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDÉS RESUMÉS

30 JUIN 2007

Keyrus

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL 4.267.784,50 €

SIEGE SOCIAL : 155, RUE ANATOLE FRANCE 92300 LEVALLOIS-PERRET
400 149 647 RCS NANTERRE

KEYRUS

I. — Comptes de résultat consolidé

En K€	30/06/2007 6 mois	30/06/2006 6 mois	31/12/2006 12 mois
Chiffre d'affaires	57 439	48 767	101 200
Autres produits de l'activité	7	0	100
Total des produits ordinaires	57 446	48 767	101 300
Achats consommés	-23 358	-20 182	-43 681
Charges de personnel	-30 972	-24 993	-50 911
Impôts et taxes	-1 205	-1 177	-2 369
Amortissements	-467	-315	-700
Pertes de valeur	239	133	-13
Autres produits et charges d'exploitation	-190	-194	390
Marge Opérationnelle	1 493	2 039	4 016
Autres produits opérationnels		-4	1 235
Autres charges opérationnelles	-535	-595	-1 117
Résultat Opérationnel	958	1 440	4 134
Coût de l'endettement financier net	-329	-153	-532
Autres produits et charges financiers	20	-41	-221
Résultat avant impôt	650	1 246	3 381
Impôts sur le résultat	-187	-502	-682
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	38	0	0
Résultat net	500	744	2 699
Dont:			
Part du Groupe	504	655	2 608
<i>Part des minoritaires</i>	-4	89	91
Résultat par action	0,03	0,05	0,16
Résultat dilué par action	0,03	0,04	0,15

II. — Bilan

ACTIF	En K€	
	30/06/2007	31/12/2006
Goodwill	34 276	32 915
Immobilisations Incorporelles	482	287
Immobilisations Corporelles	2 666	1 996
Actifs financiers non courants	1 285	1 121
Impôts différés actifs	2 092	1 856
Total Actif Non Courant	40 801	38 175
Stocks et en cours	103	235
Créances clients et autres débiteurs	46 990	44 857
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 463	9 080
Total Actif Courant	56 557	54 172
Total de l'actif	97 358	92 346
PASSIF	30/06/2007	31/12/2006
Capital	4 190	4 058
Primes d'émission	20 940	20 222
Réserves consolidées	2 821	215
Différence de conversion	-29	-142
Résultat consolidé	504	2 608
Capitaux Propres Part du Groupe	28 425	26 961
Intérêts minoritaires	113	103
Total des capitaux propres	28 538	27 063
Provisions à long terme	630	742
Passif financiers	8 390	7 963
Impôts différés passifs	7	7
Total Passif Non Courant	9 028	8 713
Passifs financiers à court terme	5 400	6 881
Provisions à court terme		
Dettes fournisseurs et autres créanciers	16 474	15 268
Dettes fiscales et sociales	22 160	19 528
Autres passifs	15 758	14 893
Total Passif Courant	59 793	56 570
Total du passif	97 358	92 346

III — Tableaux des flux de trésorerie consolidés

OPERATIONS	30/06/2007	En K€ 30/06/2006	31/12/2006
Résultat net	500	744	2 698
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	15		34
Dotations nettes Amortissements et pertes de valeurs	168	246	617
Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés		1	3
Plus et moins-values de cession	-107	-10	-49
Quote- part de résultat liée aux SME	-38		4
Résultat de dilution			-1 235
Goodwill négatif			
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt	538	981	2 071
Coût de l'endettement financier net	335	153	-307
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	187	458	685
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt	1 060	1 592	2 448
Impôts versé	-232	-220	-509
Variation du BFR d'Exploitation	2 549	856	-2 649
Flux net de trésorerie généré par l'activité	3 377	2 228	-710
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-786	-686	-1 309
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	12	123	143
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	441	-246	4 222
Encaissements liés aux cessions titres consolidés			33
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières	-435		-650
Incidence des variations de périmètre	-1 083	-5 625	-9 324
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 852	-6 434	-6 886
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital			
Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options	755		213
Rachats et reventes d'actions propres	-2	-256	-229
Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-7 182	-131	-6 793
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	5 534	2 251	12 167
Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	-335	-153	307
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-1 230	1 711	5 665
Incidence des variations des cours des devises	25	-89	-88
Variation de trésorerie	320	-2 584	-2 019
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à l'ouverture	8 911	10 930	10 930
Trésorerie et équivalents de trésorerie nets des découverts bancaires à la clôture	9 231	8 346	8 911

IV — Variation des capitaux propres.

<i>En milliers d'euros</i>	Capital Social	Prime d'émission	Réserves de consolidation	Différence de conversion	Résultat consolidé	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
Solde au 31/12/2005	3 934	19 356	-2 267	18	2 695	23 736	169	23 905
Augmentation de capital	139	866				1 005		1 005
Affectation résultat & reclassement			2 695		-2 695	0		0
Ecart de conversion				-160		-160	-45	-205
Résultat 2006					2 608	2 608	-21	2 587
Stocks options			3			3		3
Variation de l'auto détention			-214			-229		-229
Variation de périmètre			-1			-1	-1	-2
Solde au 31/12/2006	4 058	20 222	215	-142	2 608	26 961	103	27 063
Augmentation de capital	131	718				849		849
Affectation résultat & reclassement			2 608		-2 608	0		0
Ecart de conversion				113		113	15	127
Résultat 2007					504	504	-4	500
Stocks options						0		0
Variation de l'auto détention			-2			-2		-2
Variation de périmètre						0		0
Solde au 30/06/2007	4 190	20 940	2 821	-29	504	28 425	113	28 537

V — Notes annexes

(les montants sont exprimés en K€ sauf mention contraire)

GENERALITES

Keyrus (« la Société ») est une société anonyme, de droit français. Elle est cotée à Paris.

Les états financiers consolidés au 30 juin 2007 reflètent la situation comptable de Keyrus et de ses filiales (ci-après « le Groupe »), ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associés et coentreprises. Ils sont présentés en euros, arrondis au millier le plus proche.

Le conseil d'Administration a arrêté les comptes semestriels consolidés résumés le 4 octobre 2007 et donné son autorisation de publication des états financiers consolidés au 30 juin 2007.

Note 1. – Principes comptables

Les comptes semestriels consolidés résumés 2007 sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne et à la norme IAS 34 sur les arrêtés intermédiaires.

Les principes comptables retenus pour l'établissement de ces informations financières sont conformes à ceux appliqués par le Groupe au 31 décembre 2006 tels qu'énoncés ci-après. Les nouvelles normes et interprétations entrées en vigueur au 1^{er} janvier 2007 et parues au Journal Officiel de l'Union Européenne à la date de la clôture des comptes, sont également appliquées, mais n'ont pas d'effet significatif sur l'information financière présentée.

Saisonnalité

Le chiffre d'affaires de chaque semestre est relativement équilibré. Les dépenses opérationnelles sont généralement uniformément réparties sur l'année.

Impôts sur le résultat

Pour les comptes intermédiaires, la charge d'impôt (courante et différée) est calculée en appliquant au résultat comptable de la période le taux moyen annuel estimé pour l'année fiscale en cours pour chaque entité.

1) **Bases d'évaluation utilisées pour l'établissement des comptes consolidés** : les comptes consolidés sont établis selon la convention du coût historique à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

2) **Méthodes de consolidation :**

a) Les filiales (sociétés contrôlées) sont consolidées par intégration globale. Par contrôle on entend le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin d'obtenir des avantages de ses activités, le pouvoir s'accompagnant de la détention de plus de la moitié des droits de vote. Les filiales sont consolidées par intégration globale à compter de la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Toutes les transactions internes sont éliminées en consolidation.

b) Les entreprises associées sont toutes les entités dont le Groupe ne détient pas le contrôle, mais sur lesquelles il exerce une influence notable qui s'accompagne généralement d'une participation comprise entre 20% et 50% des droits de vote. Les participations dans les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et initialement comptabilisées à leur coût. La participation du Groupe dans les entreprises associées comprend le goodwill (net de tout cumul de pertes de valeur) identifié lors de l'acquisition. La quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées postérieurement à l'acquisition est comptabilisée en résultat consolidé. Lorsque la quote-part du Groupe dans les pertes d'une entreprise associée est supérieure ou égale à sa participation dans l'entreprise associée, y compris toute créance non garantie, le Groupe ne comptabilise pas de pertes additionnelles, sauf s'il a encouru une obligation ou effectué des paiements au nom de l'entreprise associée. Les gains latents sur les transactions entre le Groupe et ses entreprises associées sont éliminés en proportion de la participation du Groupe dans les entreprises associées. Les pertes latentes sont également éliminées, à moins qu'en cas d'actif cédé, la transaction n'indique une perte de valeur. Les méthodes comptables des entreprises associées ont été modifiées lorsque nécessaire afin de les aligner sur celles adoptées par le Groupe. Les gains et les pertes de dilution dans les entreprises associées sont comptabilisés au compte de résultat.

3) **Regroupements d'entreprises** : Ces regroupements sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Ainsi, lors de la première consolidation d'une entreprise contrôlée exclusivement, les actifs, passifs et passifs éventuels de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions des IFRS. Les écarts d'évaluation dégagés à cette occasion sont comptabilisés dans les actifs et passifs concernés, y compris pour la part des minoritaires et non seulement pour la quote-part des titres acquis. L'écart résiduel de l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est comptabilisé en tant qu'actif, en goodwill. Si, après ré-estimation, la

part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent est comptabilisé immédiatement en résultat.

- 4) **Intérêts minoritaires** : Ils sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des actifs nets acquis. Les cessions au profit des intérêts minoritaires donnent lieu à dégagement de profits ou pertes que le Groupe comptabilise au compte de résultat. Les acquisitions de titres auprès des intérêts minoritaires génèrent un goodwill. Ce goodwill représente la différence entre le prix payé et la quote-part acquise correspondante de la valeur comptable des actifs nets. Par assimilation au traitement retenu pour la cession, l'ouverture de capital réservée à des intérêts minoritaires sans changement de méthode de consolidation génère un profit de dilution qui sera comptabilisé dans les autres produits.
- 5) **Conversion des comptes exprimés en monnaies étrangères** : Les bilans des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euro au taux de change de clôture et leurs comptes de résultat et flux de trésorerie au taux de change moyen de l'exercice. La différence de conversion en résultant est inscrite dans les capitaux propres au poste « Différence de conversion ».
- 6) **Conversion des transactions libellées en monnaies étrangères** : Les transactions libellées en devises sont converties au taux de change en vigueur au moment de la transaction. En fin d'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change de clôture. Les écarts de conversion en résultant sont inscrits en compte de résultat (en autres produits et charges financiers).
- 7) **Immobilisations incorporelles et corporelles** : Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles » et à la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est bien inférieure à leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est définie comme la plus élevée de la juste valeur (diminuée du coût de cession) et de la valeur d'utilité. La valeur d'utilité est déterminée par actualisation des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation du bien et de sa cession. Dans le cas où le montant recouvrable serait inférieur à la valeur nette comptable, une perte de valeur est comptabilisée pour la différence entre ces deux montants. Les pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles à durée de vie définie peuvent être reprises ultérieurement si la valeur recouvrable redevient plus élevée que la valeur nette comptable (dans la limite de la dépréciation initialement comptabilisée).

- a) **Autres immobilisations incorporelles** : Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont principalement des logiciels. Ces derniers sont soit acquis ou créés, à usage interne. Les immobilisations incorporelles sont généralement amorties linéairement sur une durée de 3 ans au maximum.

Il n'existe pas d'immobilisations incorporelles pour lesquelles la durée de vie est considérée comme indéfinie. Toutes les immobilisations incorporelles (hors goodwills) sont amorties sur leur durée de vie estimée.

- b) **Immobilisations corporelles** : Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition pour le groupe diminué des amortissements cumulés et des pertes de valeurs constatées. Les amortissements sont généralement pratiqués en fonction des durées normales d'utilisation suivantes :

Agencements, Installations techniques	8 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériel de bureau et informatique	3 ans
Mobilier	8 ans

Le mode d'amortissement utilisé par le groupe est le mode linéaire.

Les biens financés par un contrat de crédit-bail ou de location de longue durée, qui en substance transfèrent tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif au locataire, sont comptabilisés dans l'actif immobilisé.

Il est tenu compte de la valeur résiduelle dans le montant amortissable, quand celle-ci est jugée significative.

Les différentes composantes d'une immobilisation corporelle sont comptabilisées séparément lorsque leur durée de vie estimée et donc leur durée d'amortissement sont significativement différentes.

- 8) **Goodwills** : Les goodwills représentent l'excédent du coût d'une acquisition sur la juste valeur de la quote-part du Groupe dans les actifs nets identifiables de la filiale (entreprise associée) à la date d'acquisition. Le goodwill se rapportant à l'acquisition d'entreprises associées est inclus dans les titres des participations. Les goodwills comptabilisés séparément font l'objet, une fois par an, d'un test de dépréciation. La méthodologie retenue consiste principalement à comparer les valeurs recouvrables de chacune des entités opérationnelles du groupe, aux actifs nets correspondants (y compris goodwills). Ces valeurs recouvrables sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées de flux de trésorerie futurs d'exploitation et d'une valeur terminale. Les hypothèses retenues en terme de variation du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des entités opérationnelles ainsi qu'à leurs budgets validés par leurs comités de Direction. Des tests de dépréciation complémentaires sont effectués si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle.

Les dépréciations relatives aux goodwills ne sont pas réversibles.

Le test annuel 2006 de dépréciation des goodwills a conduit à ne comptabiliser aucune dépréciation.

- 9) ***Actifs financiers non courants*** : Ce poste comprend exclusivement des prêts et des dépôts de garantie. Les prêts sont comptabilisés au coût amorti. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La dépréciation correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur recouvrable était amenée à évoluer favorablement dans le futur.
A chaque clôture, un examen des autres actifs financiers est effectué afin d'apprécier s'il existe des indications objectives de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une provision pour dépréciation est comptabilisée.
- 10) ***Stocks*** : Les stocks sont évalués au plus bas de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation. Les coûts de revient sont généralement calculés selon la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.
- 11) ***Clients et autres débiteurs*** : Les créances commerciales et autres créances sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.
- 12) ***Titres d'autocontrôle*** : Les titres d'autocontrôle sont enregistrés pour leur coût d'acquisition, en diminution des capitaux propres. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.
- 13) ***Provisions pour pensions, indemnités de fin de carrière et autres avantages du personnel*** : En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le groupe participe à des régimes de retraites. Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante :

- La méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés (« projected unit credit method ») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs ;
- La méthode dite du corridor n'est pas appliquée. Les écarts actuariels sont comptabilisés en charge de personnel.

Le traitement comptable des options de souscription ou d'achats d'actions attribuées aux salariés est décrit dans la note 21 ci-après.

- 14) ***Provisions pour restructuration*** : Le coût des actions de restructuration est intégralement provisionné dans l'exercice lorsqu'il résulte d'une obligation du groupe, vis-à-vis de tiers, ayant pour origine la décision prise par l'organe compétent et

matérialisée avant la date de clôture par l'annonce de cette décision aux tiers concernés. Ce coût correspond essentiellement aux indemnités de licenciement, aux coûts des préavis non effectués et coûts de formation des personnes devant partir et aux autres coûts liés aux fermetures de sites.

Les montants provisionnés correspondant à des prévisions de décaissements futurs à effectuer dans le cadre des plans de restructuration sont évalués pour leur valeur actuelle lorsque l'échéancier des paiements est tel que l'effet de la valeur temps est jugé significatif. L'effet du passage du temps est comptabilisé en coût de financement.

- 15) ***Emprunts portant intérêt*** : Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés à leur valeur nominale d'origine, diminuée des coûts de transaction directement imputables. Ils sont ensuite comptabilisés au coût amorti. La différence entre le coût amorti et la valeur de remboursement est reprise en résultat en fonction de leur taux d'intérêt effectif sur la durée des emprunts.
- 16) ***Impôts différés*** : Des impôts différés sont calculés sur toutes les différences temporelles entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs. Celles-ci comprennent notamment l'élimination des écritures constatées dans les comptes individuels des filiales en application des options fiscales dérogatoires. La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou dans le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Des actifs d'impôts différés sont inscrits au bilan dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. Les actifs et passifs d'impôt différé ne sont pas actualisés.

Pour apprécier la capacité du groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- Prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- Part des charges exceptionnelles ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées ;
- Historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Le Groupe compense les actifs et les passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôt différé relève de la même autorité fiscale.

- 17) ***Chiffre d'affaires*** : Les revenus sont constitués par les ventes de marchandises, les ventes de services produits dans le cadre des activités principales du groupe et les produits des licences (nets de T.V.A.). Ils sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des remises commerciales ou rabais.

Un produit est comptabilisé en chiffre d'affaires lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens. En général, le chiffre d'affaires relatif à la vente de biens et d'équipements est comptabilisé lorsqu'il existe un accord formel avec le client, que la livraison est intervenue, que le montant du revenu peut être mesuré de façon fiable et qu'il est probable que les avantages économiques associés à cette transaction reviendront au groupe.

Pour le chiffre d'affaires relatif aux licences, ventes ou autres revenus associés à des logiciels, le groupe reconnaît le revenu en général à la livraison du logiciel. Pour les transactions impliquant des prestations de services, le groupe reconnaît des revenus sur la période au cours de laquelle les services sont rendus selon la méthode du pourcentage d'avancement.

Pour les transactions ne comprenant que des services, des prestations de formation ou de conseils, le chiffre d'affaires n'est comptabilisé que lorsque les services sont rendus.

Les revenus relatifs à de la maintenance, y compris le support client postérieurement à un contrat sont différés et reconnus au prorata du temps écoulé sur la période contractuelle de service.

- 18) ***Marge opérationnelle et résultat opérationnel*** : La marge opérationnelle est représentée par l'écart entre le chiffre d'affaires et les charges d'exploitation. Celles-ci sont égales aux coûts des services rendus (charges nécessaires à la réalisation des projets), aux charges commerciales, aux charges administratives et générales. Sont notamment compris les coûts des pensions et retraites, la participation des salariés, les rémunérations payées en actions (plans de souscription d'actions) et les résultats sur cession des immobilisations incorporelles et corporelles. Le résultat opérationnel incorpore en plus les coûts de restructuration, les dépréciations d'actifs (y compris sur les goodwill) et les profits de dilution.

La notion de résultat de l'activité opérationnelle s'apprécie avant les produits et charges financiers et notamment le coût de financement et les résultats sur cession des actifs financiers et les charges d'impôt sur les bénéfices.

- 19) ***Coût de financement*** : Il inclut les charges et produits d'intérêts sur les dettes financières (y compris dettes sur contrat de location financement) et de la trésorerie totale (trésorerie, équivalents de trésorerie et valeurs mobilières de placement).

- 20) ***Trésorerie et équivalents de trésorerie*** : Conformément à la norme IAS 7 « *Tableau des flux de trésorerie* », la trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend les disponibilités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité. Les placements dans des actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions sont exclus de la trésorerie du tableau des flux de trésorerie. Conformément à la norme IAS 39 « *Instruments financiers* », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur. Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance. Pour les placements considérés comme détenus à des fins de transaction, les variations de juste valeur sont comptabilisées systématiquement en résultat.

Pour les besoins du tableau des flux de trésorerie, les découverts bancaires sont présentés en net de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

- 21) ***Options de souscription ou d'achat d'actions*** : Conformément aux prescriptions de la norme IFRS 2 « *Paiement en actions* », les options de souscription ou d'achat d'actions attribuées aux salariés et aux administrateurs sont comptabilisées dans les états financiers selon les modalités suivantes :

- La juste valeur des options attribuées, estimée correspondre à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues, est déterminée à la date d'attribution. Cette valeur est comptabilisée en augmentation du poste « Autres

réserve » par le débit d'un compte de résultat « Rémunérations payées en actions » sur la période d'acquisition des droits d'exercice. Cette comptabilisation n'est pas linéaire mais dépend des conditions d'acquisition des droits spécifiques à chaque plan.

- La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle mathématique de valorisation Black, Scholes & Merton, sur la base d'hypothèses déterminées par la Direction. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.
- Ce modèle tient compte des caractéristiques du plan (prix d'exercice, période d'exercice), des données de marché lors de l'attribution (taux sans risque, cours de l'action, volatilité, dividendes attendus) et d'une hypothèse comportementale des bénéficiaires.

Conformément à IFRS 2, les options de souscription d'actions octroyées en contrepartie du contrôle d'une entreprise dans le cadre d'un regroupement d'entreprise sont couvertes par la norme IFRS 3 « *Regroupement d'entreprises* ». Aucune charge relative à ces plans n'est enregistrée.

- 22) **Information sectorielle** : Un secteur est une composante distincte du Groupe, engagée dans la fourniture de biens ou de services (secteur d'activité) ou dans la fourniture de bien ou de services au sein d'un environnement économique particulier (secteur géographique), et exposée à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs.

Le premier et deuxième niveau de l'information sectorielle sont respectivement le secteur d'activité et le secteur géographique.

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre de ses activités opérationnelles. Ils comprennent les goodwill affectables, les immobilisations incorporelles et corporelles, ainsi que les actifs courants utilisés dans les activités opérationnelles. Ils n'incluent pas les impôts différés actifs et les actifs financiers non courants. Ces actifs sont portés dans la ligne « non affectés ».

Les passifs sectoriels sont les passifs résultant des activités d'un secteur qui sont directement affectable à ce secteur ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Ils comprennent les passifs courants et non courants à l'exception des dettes financières et des impôts différés passifs. Ces passifs sont portés dans la ligne « non affectés ».

- 23) **Résultat par action** : Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle.

Le résultat dilué par action est calculé en retenant l'ensemble des instruments donnant un accès différé au capital de la société consolidante, qu'ils soient émis par celle-ci ou par ses filiales. La dilution est déterminée instrument par instrument, compte tenu des conditions existant à la date de clôture et en excluant les instruments anti-dilutifs.

Lorsque les fonds sont recueillis lors de l'exercice des droits (cas des options), ils sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché et ce uniquement si celui-ci est supérieur au prix d'exercice du droit.

Dans les deux cas, les fonds sont pris en compte prorata temporis lors de l'année d'émission des instruments dilutifs et au premier jour les années suivantes.

24) Politique de gestion des risques financiers

En matière de risque de change environ 87% du chiffre d'affaires du groupe est réalisé en euro.

Dans ce contexte la société ne pratique pas de couverture du risque de change.

En ce qui concerne le risque de taux la dette financière est à taux variable.

Les nouveaux textes publiés par l'IASB et d'application obligatoire en 2007 sont les suivants :

IFRS 7, Instruments financiers: Information à fournir

Amendement à IAS 1 : présentation des états financiers – information à fournir sur le capital

IFRIC 7 – information financière dans les économies hyperinflationnistes

IFRS 8, Segments opérationnels

IFRIC 8, Champ d'application de la norme IFRS 2 - Paiement fondé sur des actions

IFRIC 9, Réévaluation des dérivés incorporés

IFRIC 10, Etats financiers intermédiaires et perte de valeur

Ces normes n'ont pas eu d'effet significatif sur le Groupe. La norme IFRS 7 et l'amendement à IAS 1 n'ont pas été appliqués aux états financiers ci-joints dans la mesure où ces derniers sont des comptes résumés établis conformément à IAS 34.

Les nouveaux textes publiés par l'IASB et d'application optionnelle sont IFRIC 11 : IFRS 2 – Actions propres et transactions au sein d'un Groupe (application obligatoire aux périodes annuelles ouvertes à compter du premier mars 2007)

Ce texte n'a pas été adopté par anticipation par le Groupe.

Au 30 juin 2007, les normes et interprétations suivantes ont été publiées, mais non encore adoptées au niveau européen :

IFRS 8 : Information sectorielle

IFRIC 12 : Concessions

IAS 23 révisé : Coûts d'emprunts.

Le groupe mène actuellement des analyses sur les conséquences pratiques de ces nouveaux textes et les effets de leur application dans les comptes.

Note 2. – Principales sources d'incertitudes relatives aux estimations

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui affectent le montant des actifs – particulièrement les goodwill et passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date

d'arrêté, ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période. Des changements de faits et circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ces estimations.

Note 3. – Evolution du périmètre de consolidation.

Les principales modifications intervenues au cours du premier semestre 2007 dans le périmètre de consolidation résultent des événements suivants :

- En mars 2007, Keyrus SA a acquis 89,50% du capital de la société Zéni Corporation.
- En juin 2007, la société Keyrus SA a absorbé sa filiale Zéni Corporation

Les principales modifications intervenues au cours de l'année 2006 dans le périmètre de consolidation résultent des événements suivants :

- En janvier 2006, Keyrus SA a pris une participation dans la société Adexis et a acquis 100% du capital de la société 3 Tiers Développement.
- En avril 2006, Keyrus Canada a acquis la société Red Sky Data puis l'a absorbé au 30 décembre 2006.
- En mai 2006, Keyrus SA a acquis Spécimen, puis a absorbé cette entité sur l'exercice 2006.
- En juin 2006, Keyrus Canada a acheté la société Inverse, mère des sociétés Binéra et 3797970. Elles ont été absorbées au 30 décembre 2006 par Keyrus Canada.
- En décembre 2006, Cyborg a acquis la société Absys France, mère de la société Absys System Belgique
- En octobre 2006, la société Keyrus SA a absorbé ses filiales Alpha Technologies, Antipodes.

En milliers d'euros	Montant net comptable avant regroupement	Ajustement pour juste valeur	Juste valeur
<u>Actifs nets acquis :</u>			
Immobilisations incorporelles	45	0	45
Immobilisations corporelles	370	0	370
Immobilisations financières	40	0	40
Impôts différés actif	477	0	477
Stocks	0	0	0
Créances clients et autres	1 121	0	1 121
Trésorerie	92	0	92
Plans de retraite	-9	0	-9
Emprunts portant intérêts	-514	0	-514
Autres provisions	-177	0	-177
Fournisseurs et autres crébiteurs	-1 555	0	-1 555
<u>Total des actifs net acquis</u>	-110	0	-110
Goodwill			1 126
Coût total de l'acquisition			1 016
Trésorerie et équivalents de trésorerie acquis			92
Total à payer lors d'exercices ultérieurs			176
Décaissements au titre de l'exercice			747

La juste valeur du goodwill est attribuable aux synergies et aux renforcements de nos offres attendus de ces acquisitions.

Le périmètre comprend les sociétés suivantes au 30 juin 2007:

Nom au 30/06/07	Siège	Date de clôture des comptes sociaux	% de contrôle	% d'intérêt	Période de consolidation
KEYRUS	Paris - France	31 décembre	Société consolidante		01/01/07 - 30/06/07
Alpha Technologies Applications	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/07 - 30/06/07
Keyrus Canada Inc	Montréal - Canada	31 décembre	80%	80%	01/01/07 - 30/06/07
Absys - Cyborg	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/07 - 30/06/07
Equinoxes	Tunis - Tunisie	30 juin	51%	51%	01/01/07 - 30/06/07
Alphamega	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/07 - 30/06/07
Sedlog	Paris - France	31 décembre	100%	100%	01/01/07 - 30/06/07
Absys - Cyborg Nord	Lille - France	31 décembre	100%	100%	01/01/07 - 30/06/07
Absys - Cyborg Belgique	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/07 - 30/06/07
Keyrus Lyon	Lyon - France	31 décembre	100%	100%	01/01/07 - 30/06/07
Keyrus Suisse	Genève - Suisse	31 décembre	100%	100%	01/01/07 - 30/06/07
Keyrus Benelux	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/07 - 30/06/07
Solid Partners	Bruxelles - Belgique	31 décembre	100%	100%	01/01/07 - 30/06/07
Solid Partners Luxembourg	Luxembourg	31 décembre	100%	100%	01/01/07 - 30/06/07
Etica Software SL	Madrid - Espagne	31 décembre	100%	100%	01/01/07 - 30/06/07
Etica Software do Brazil	Sao Paulo - Brésil	31 décembre	100%	100%	01/01/07 - 30/06/07
Keyrus Maurice	Port Louis - Ile Maurice	31 mars	100%	100%	01/01/07 - 30/06/07
Zéni Corporation	Chantilly - France	31 décembre	Fusion dans Keyrus SA		01/03/07 - 30/06/07
ADH Holding	Paris - France	31 décembre	Fusion dans Universal Testing		01/01/07 - 30/06/07
Universal Testing	Paris - France	31 décembre	Fusion dans Keyrus SA		01/01/07 - 30/06/07
Adexys	Nantes - France	30 juin	28,50%	28,50%	01/01/07 - 30/06/07

Pour les filiales présentant des dates de clôture décalées, des états financiers intermédiaires sont établis au 30 juin pour les besoins de la consolidation.

Note 4. – Information par segment d’activité et par zone géographique.

Les tableaux ci-dessous déclinent les informations pour les segments d’activité des Grands Comptes et du Middle Market.

Les données par segments suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées par le Groupe pour établir ces états financiers consolidés et décrites dans les notes aux états financiers.

Toutes les relations commerciales inter-segment sont établies sur une base de marché, à des termes et des conditions similaires à ceux prévalant pour des fournitures de biens et services à des tiers externes au Groupe.

La mesure de la performance de chaque segment est basée sur la « marge opérationnelle ».

Les segments d’activité présentés sont identiques à ceux figurant dans l’information fournie au Conseil d’Administration et au Comité de Direction Groupe.

en Milliers €	Au 30 juin 2007			Au 30 juin 2006			Au 31 décembre 2006		
	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total
Produits									
Ventes externes	37 050	20 389	57 439	29 099	19 666	48 765	64 582	36 618	101 200
Total des produits des opérations se poursuivant	37 050	20 389	57 439	29 099	19 666	48 765	64 582	36 618	101 200
Marge Opérationnelle									
Produits Exceptionnels				1 776	263	2 039	3 574	442	4 016
Charges Exceptionnels	-116	-419	-535	-174	-425	-599	-519	-598	-1 117
Résultat de dilution			0			0	1 235		1 235
Résultat Opérationnel	1 048	-90	958	1 602	-162	1 440	4 290	-156	4 134

en Milliers €	Au 30 juin 2007			Au 31 décembre 2006		
	Grands Comptes	Middle Market	Total	Grands Comptes	Middle Market	Total
Bilan :						
<u>Actifs</u>						
Goodwills	18 752	15 526	34 278	17 651	15 264	32 915
Immobilisations	5 097	3 045	8 142	3 887	3 040	6 927
Amortissements et dépréciations	-2 774	-2 220	-4 994	-2 372	-2 272	-4 644
Dépréciations d'actifs passées en résultat	0	0	0	0	0	0
Actifs sectoriels	27 727	19 373	47 100	26 782	18 309	45 091
Actifs non alloués	7 551	5 280	12 831	7 695	4 363	12 058
Total des actifs consolidés	56 352	41 004	97 357	53 642	38 704	92 346

Note 5 – Autres produits de l'activité

Les autres produits sont principalement composés de remboursement d'assurance et d'annulation de charges d'exploitation au titre des exercices antérieurs.

Note 6 – Charges de personnel

RUBRIQUES	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Salaires et traitements	21 913	17 443	35 830
Charges sociales	9 107	7 574	15 063
Engagement retraite	-53	-24	9
Rémunérations payées en actions	4		9
TOTAL	30 972	24 993	50 911

Effectifs	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Cadres	857	810	894
Non cadres	228	179	186
Total effectif	1 085	989	1 080

Note 7 – Autres produits et charges opérationnels

RUBRIQUES	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Charges de réorganisation	-538	-492	-793
Perte de valeur d'actifs corporels			-98
Transfert Siège Social			-226
Résultat de dilution	3	-103	1 235
Autres			
Goodwill négatif			
Autres produits et charges opérationnels	-535	-595	118

Note 8 – Résultat financier

RUBRIQUES	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Intérêts et autres produits financiers	109	68	147
Reprises sur provisions financières	-	-	-
Autres produits financiers	-	-	-
Total produits financiers	109	68	147
Intérêts et charges assimilées	438	220	679
Dotation aux provisions financières	-	-	-
Autres charges financières	-	-	-
Total Charges financières	438	220	679
Coût de l'endettement financier net	-329	-152	-532

RUBRIQUES	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Gains de change	52	-	21
Autres produits financiers	-	-	-
Total produits financiers	52	-	21
Perte de change	31	42	242
Autres charges financières	-	-	-
Total Charges financières	31	42	242
Autres produits et charges financiers	20	-42	-221

Note 9 – Impôts

	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Impôt exigible (charge)	-195	-220	-506
Impôt différé (charge)	7	-282	-176
Charges d'impôt net	-187	-502	-682

La réconciliation entre l'impôt théorique et la charge d'impôt réelle s'établit comme suit :

En milliers d'euros	30/06/2007	30/06/2006	31/12/2006
Résultat avant impôts	687	1 246	3 381
Taux théorique d'imposition	33,33%	33,33%	33,33%
(Charge) produit d'impôt théorique	229	415	1 127
Rapprochement :			
Différences permanentes	-84	-81	-245
Activation des impôts différés nés sur exercices antérieurs	-49	291	-86
Variation/utilisation des impôts différés actifs non reconnus	97	-16	
Impact du report variable	12		46
Effet des changements des taux d'imposition			-15
Avoir fiscaux et crédit d'impôt			-7
Impact de l'intégration fiscale	-4	-135	-273
Autres	-14	28	135
(Charge) produit d'impôt effectivement constaté	187	502	682
Taux effectif d'impôt	27,22%	40,29%	20,17%

Note 10 – Paiement fondé sur des actions (plans d'options de souscription ou d'acquisition d'actions)

Le groupe attribue à ses salariés et à ses administrateurs des plans d'options de souscription ou d'achat d'actions. Les règles applicables peuvent être différentes en fonction des plans. La période d'exercice varie selon les bénéficiaires. Les stock-options peuvent être exercées soit dès qu'elles sont acquises, soit après une période de présence. Quelle que soit la durée de la période d'exercice, les stock-options ne pourront être exercées au-delà de 5 ans après la date d'octroi. Lorsqu'une option est exercée, le dénouement se fait uniquement sous forme d'action.

Seuls les plans de stock-options émis à partir du 7 novembre 2002 et les stock-options dont les droits n'ont été acquis que postérieurement au 1^{er} janvier 2005 sont comptabilisés selon IFRS 2. Les options dont les droits ont été entièrement acquis au 31 décembre 2004 ne donnent donc pas lieu à la comptabilisation d'une charge en 2004 ou lors des exercices suivants.

Les plans couverts par cette norme et l'évolution du nombre de stock-options donnant lieu à la reconnaissance d'une charge sont les BSA 2004 et les BSPCE 2004.

Au 30 juin 2007, il n'y a pas eu de nouvelles émissions.

Note 11– Goodwill

en Milliers €	TOTAL
Valeur brute :	
Au 1er janvier 2006	22 974
Acquisition d'une filiale	9 835
Reclassement comme disponibles à la vente	107
Autres variations et ajustements	107
Au 1er janvier 2007	32 916
Acquisition d'une filiale	1 126
Reclassement comme disponibles à la vente	234
Autres variations et ajustements	234
Au 30 juin 2007	34 276
Dépréciations :	
Au 1er janvier 2006	0
Charge de dépréciation de l'exercice	0
Au 1er janvier 2007	0
Charge de dépréciation de l'exercice	0
Au 30 juin 2007	-
Montant net comptable au 30 juin 2007	34 276
Au 31 décembre 2006	32 916

Le goodwill constaté durant le premier semestre 2007 correspond principalement à l'acquisition de Zéni Corporation (voir note 3).

Tous les goodwills comptabilisés au cours des exercices 2006 et 2005 ont été alloués à des unités génératrices de trésorerie (UGT) à la clôture des exercices concernés. Le montant net comptable est réparti de la manière suivante :

	30/06/2007	31/12/2006
Grands Comptes (comprenant plusieurs UGT)	18 752	17 651
Middle Market (comprenant plusieurs UGT)	15 526	15 264
TOTAL	34 278	32 915

Les montants des goodwills relatifs aux acquisitions pour lesquelles la période d'affectation du prix d'acquisition n'est pas terminée au 30 juin 2007 ne sont pas définitifs.

Le test annuel 2006 de dépréciation des goodwills a conduit à ne comptabiliser aucune perte de valeur en 2006.

Un test de valeur des différents goodwills a été réalisé pour chaque UGT constituant le groupe. La valorisation résulte de l'actualisation de la somme des cash-flows d'exploitation

prévisionnels après impôts de ladite entité sur une période de 5 ans majorée d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu est de 10 %.

La valeur terminale résulte d'une approche faite sur la base d'un coefficient multiplicateur du résultat courant après impôts actualisé à 10%.

Les budgets prévisionnels retenus dans l'approche ont fait l'objet d'un processus élaboré. Ils sont déterminés par les managers des filiales et validés par la direction générale du groupe.

Note 12 – Immobilisations incorporelles et corporelles

en Milliers €	Concessions , brevets, logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Total des immobilisations corporelles
Valeur brute :					
Au 1er janvier 2006	362	580	942	4 488	4 488
Acquisitions	61	157	218	1 119	1 119
Cessions	-9	-15	-24	-183	-183
Variation de périmètre	15		15	374	374
Ecart de change	-7	-3	-10	-24	-24
Reclassement	2		2	8	8
Au 1er janvier 2007	424	719	1 143	5 782	5 782
Acquisitions	29	188	217	707	707
Cessions	0	-16	-16	-482	-482
Variation de périmètre	45	0	45	370	370
Ecart de change	-2	1	-1	17	17
Reclassement	-29	29	0	0	0
Au 30 juin 2007	468	921	1 389	6 395	6 395
Amortissements cumulés et pertes de valeurs :					
Au 1er janvier 2006	209	554	763	3 338	3 338
Charge d'amortissement de l'exercice	64	31	95	581	581
Dépréciations				0	0
Cessions				-123	-123
Variation de périmètre				0	0
Ecart de change	-1		-1	-9	-9
Au 1er janvier 2007	272	585	857	3 787	3 787
Charge d'amortissement de l'exercice	40	20	60	398	398
Dépréciations				0	0
Cessions		-10	-10	-456	-456
Variation de périmètre		0	0	0	0
Ecart de change				0	0
Au 30 juin 2007	312	596	908	3 729	3 729
Montant net :					
Au 30 juin 2007	156	325	481	2 666	2 666
Au 31 décembre 2006	152	133	286	1 995	1 995

Les immobilisations détenues sous forme de contrats de locations financement représentent un montant net de 158 milliers d'euros au 30 juin 2007 (158 K€ au 30 juin 2006). Il s'agit pour l'essentiel de matériels et équipements informatiques.

Note 13 – Actifs financiers au coût ou au coût amorti

en Milliers €	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette
Solde au 31/12/2006	1 246	125	1 121
Augmentation	145		145
Remboursement	-142	-120	-22
Variation de périmètre	40		40
Solde au 30/06/2007	1 289	5	1 284

en Milliers €	30/06/2007	31/12/2006
Dépôt de garantie	760	647
Prêts	401	389
Titres mis en équivalence	123	85
TOTAL	1 283	1 121

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des actifs financiers correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Notes 14 - Stocks

Les stocks sont principalement constitués de logiciels.

en milliers d'euros	30/06/2007	31/12/2006
Marchandises	144	319
Total au coût historique	144	319
Dépréciation à l'ouverture	84	72
Augmentation	16	39
Diminution	59	27
Dépréciation à la clôture	41	84
TOTAL NET	103	235

Note 15 – Crédences clients et autres débiteurs

En milliers d'euros	30/06/2007	31/12/2006
Crédences clients	39 932	39 379
Dépréciation sur crédences clients	2 557	2 485
Montant net des crédences clients	37 375	36 893
Avances et acomptes versés	665	482
Autres débiteurs nets	5 037	4 135
Charges constatées d'avance	3 913	3 347
TOTAL	46 990	44 857

Une provision pour dépréciation a été constatée pour les montants estimés irrécouvrables à hauteur de 2.557 K€. Cette provision a été déterminée par référence à des statistiques

historiques passées. Les administrateurs considèrent que le montant net comptabilisé pour les créances correspond approximativement à leur juste valeur.

Le risque de crédit du Groupe est essentiellement lié à ses créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour dépréciation. Une dépréciation est constatée, lorsqu'il existe un événement identifié de risque de perte, qui, basé sur l'expérience passée, constitue une évidence suffisante de la réduction du montant recouvrable de la créance.

La totalité des créances est à moins d'un an.

Note 16 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

RUBRIQUES	30/06/2007	31/12/2006
Équivalents de trésorerie	2 804	1 801
Disponibilités	6 660	7 278
TOTAL	9 463	9 080

Les soldes bancaires et la trésorerie comprennent les actifs détenus sur les comptes de dépôts bancaires, dont la maturité est à moins de trois mois. Le montant comptabilisé approche la juste valeur de ces actifs.

RUBRIQUES	30/06/2007	31/12/2006
Trésorerie et équivalents de trésorerie	9 463	9 080
Découverts bancaires	-232	-160
Trésorerie du tableau des flux	9 231	8 919

Risque de crédit

Les principaux actifs financiers du Groupe sont les comptes bancaires et la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs.

Le risque de crédit sur les actifs de trésorerie est limité, parce que les contreparties en sont des banques avec de hauts niveaux de notation de crédit attribués par des agences internationales de notation.

Le Groupe n'a pas de concentration significative de son risque de crédit, avec une exposition largement répartie sur de nombreux acteurs du marché.

Note 17 - Capitaux propres

Capital

	30/06/2007	31/12/2006
Capital Autorisé (en milliers d'euros)		
17.071.370 Actions ordinaires d'un montant nominal de 0,25€	4 268	4 136
Capital souscrit, appelé et versé (en nombre d'actions)		
<i>A l'ouverture de l'exercice</i>	16 231 607	15 989 794
Emises suite à l'exercice de stock option	0	0
Emises contre trésorerie	504 600	556 000
Rachat d'actions propres	-314 611	-314 187
<i>A la clôture de l'exercice</i>	16 421 596	16 231 607

La Société a une seule classe d'actions ordinaires donnant toutes droits aux mêmes dividendes.

Ecart de conversion

La variation des écarts de conversion de 113 K€ (160 K€ en 2006) correspond principalement à l'effet de fluctuation du dollar canadien, du réal brésilien et du franc suisse par rapport à l'euro.

Actions auto-détenues

	Nombre de Titres	En Milliers d'Euros
<u>Au 1er janvier 2006</u>	254 950	684
Acquisitions	177 444	826
Cessions	-118 207	-442
<u>Au 1er janvier 2007</u>	314 187	1 068
Acquisitions	3 670	18
Cessions	-3 246	-17
<u>Au 30 juin 2007</u>	314 611	1 068

Note 18 – Provisions à long terme

RUBRIQUES	31/12/2006	Variation de périmètre	Dotation	Reprise utilisées	Reprise non utilisées	30/06/2007
Provisions pour risques	456	-	215	339	2	329
Provisions pour charges	72	177	-	-	119	131
Provisions pour engagement retraite	214	9	21	-	74	170
Provisions à long terme	742	186	236	339	195	630
Provisions pour risques	0	-	-	-	-	0
Provisions pour charges	0	-	-	-	-	0
Provisions à court terme	-	-	-	-	-	-

Les provisions correspondent essentiellement à des litiges prud'homaux.

Note 19 - Dettes pour engagements donnés aux salariés

La majeure partie des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation du Groupe sont des entités européennes. Selon les réglementations et usages en vigueur des avantages complémentaires peuvent être accordés au personnel.

Lorsque les avantages complémentaires octroyés au personnel donnent lieu à une prestation future pour le Groupe, une provision est calculée selon une méthode d'évaluation actuarielle telle que décrite au paragraphe 1-13.

Les provisions inscrites au bilan correspondent à l'engagement net en matière d'indemnités de fin de carrière.

Les principales hypothèses utilisées pour les évaluations actuarielles des plans sont les suivantes:

	30/06/2007	31/12/2006
Taux d'actualisation	3,99%	3,98%
Augmentation annuelle des salaires	2,00%	2,00%
Turn over (*)		

(*) En fonction de l'âge du salarié

Les montants comptabilisés au titre des engagements de fin de carrière et de retraite s'élève à 9 K€ en 2006.

Les montants nets comptabilisés au titre des engagements de retraite au compte de résultat s'élève à - 53K€ en 2007. La charge pour l'exercice est incluse sur la ligne charges de personnel du compte de résultat.

Note 20 – Passifs financiers

RUBRIQUES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	A plus de 5 ans
Emprunts bancaires	10 962	2 896	8 067	-
Dettes sur immobilisation en location financeme	37	30	6	-
Découvert bancaires	232	232	-	-
Comptes courants factor	2 242	2 242	-	-
Autres *	316	-	316	-
TOTAL DETTES FINANCIERES	13 790	5 400	8 389	-

* Il s'agit de l'engagement de rachat des intérêts minoritaires de notre filiale Keyrus Canada

RUBRIQUES	31/12/2006	Variation de périmètre	Augmentation	Remboursement	30/06/2007
Emprunts bancaires	10 772	504	1 100	1 414	10 962
Dettes sur immobilisation en location financeme	107		5	74	37
Découverts bancaires	160	10	232	170	232
Comptes courants factor	3 489			1 247	2 242
Autres	316				316
TOTAL DETTES FINANCIERES	14 844	514	1 337	2 906	13 790

Les montants des emprunts bancaires et des découverts bancaires sont libellés en euros.

Le Groupe estime que la valeur inscrite au bilan des passifs financiers hors emprunts bancaires correspond à une approximation raisonnable de leur juste valeur.

Les emprunts bancaires à hauteur de 10.962 K€ (contre 10.772 K€ à fin 2006) sont conclus à des taux d'intérêt variables et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation des taux. Les intérêts sur les dettes à taux variable sont indexés sur l'Euribor 3 mois.

Les découverts sont conclus à des taux variables et exposent donc le Groupe au risque de fluctuation de ces taux

Pour les emprunts à taux variable, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable.

Les découverts bancaires sont payables sur demande de la banque.

Le Groupe a souscrit des emprunts bancaires dont les conditions financières sont présentées ci-après :

- Tirage sur 5 ans sous forme de billet sur 6 mois au maximum
- Remboursement annuel correspondant à 1/5 de la dette
- Taux d'intérêt EURIBOR + 0,5%
- Commission de confirmation de 0,25%
- Ratios financiers :
 - le rapport de son endettement financier net consolidé sur ses capitaux propres consolidés demeure inférieur ou égal à 0,7 sur la durée du concours
 - le rapport de son endettement financier net consolidé sur l'excédent brut d'exploitation consolidé demeure inférieur ou égal à 3 sur la durée du concours.

Note 21 – Autres passifs courants

RUBRIQUES	Montant au 30/06/2007	A 1 an au plus	A plus d' 1 an	Montant au 31/12/2006
Provisions à court terme				
Fournisseurs et comptes rattachés	15 966	15 966	-	14 820
Avances et acomptes reçus	507	507	-	447
Dettes fiscales et sociales	22 160	22 160	-	19 528
Dettes sur immobilisations	6 240	1 914	4 325	6 490
Autres dettes	1 487	1 487	-	1 801
Produits constatées d'avance	8 030	8 030	-	6 602
TOTAL	54 392	50 066	4 325	49 690